
Défendre nos territoires, c'est défendre la nation solidaire

14/12/2024

DISCOURS DU PRESIDENT DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE
M. JEAN-LUC GLEYZE

Dans la continuité des paroles qui viennent d'être prononcées, permettez-moi de débiter mon propos final par d'autres paroles encore :

Syndicat FSU33 : *« Nous partageons votre très forte inquiétude sur l'avenir des services publics et les conséquences des réductions drastiques prévues au budget sur leur fonctionnement et leurs missions dans le département. »*

Les Jeunes Agriculteurs de Gironde : *« Nous partageons votre conviction qu'une réponse collective est indispensable pour éviter que cette situation ne s'aggrave. Le risque d'effondrement que vous évoquez, tant au niveau social que territorial, appelle à une mobilisation large et concertée. Nous répondons donc présents à votre appel pour défendre ensemble les valeurs de solidarité et d'équité qui nous tiennent à cœur. »*

APADEV : *« Nos efforts sont liés pour soutenir, accompagner et renforcer l'entraide auprès des populations fragilisées, tout en contribuant avec vous au développement de nos territoires. [...] Il est impératif que les moyens financiers nécessaires à la poursuite de vos actions soient garantis. »*

Un Girondin : *« Je rappelle que si le mouvement des gilets jaunes a éclaté, c'est notamment parce que les Français ne supportent plus cette hypocrisie qui les paralyse. »*

La Maison des Femmes de Bordeaux : *« Nous partageons votre analyse et votre détermination à agir concrètement pour réduire les inégalités et renforcer la solidarité. Avec votre soutien essentiel, notre association s'y emploie depuis plus de 20 ans. »*

Syndicat National des Sapeurs-Pompiers Professionnels (SNSPP-PATS33) : *« Vous savez notre engagement permanent en faveur de notre Etablissement, des métiers qui le composent et notamment des finances, sans lesquelles notre service public de secours ne tiendrait pas. »*

Un Girondin, gérant d'un Carrefour Market : *« L'État doit laisser ses collectivités locales agir dans la gestion des budgets et leur attribuer leurs besoins financiers !!!*

C'est sur le terrain qu'existe la vraie vie de la réalité des situations!!!!

Nous dirigeants d'entreprises et de PME les banques ne nous acceptent pas de découverts et nous mettons la clé sous la porte si on est en déficit !!!

Les dépôts de bilan des entreprises en 2022, 2023 et 2024 en sont la preuve !!! »

ATD Quart-Monde Nouvelle-Aquitaine : « *Nous pensons [que] nos combats se rejoignent et qu'on a sacrément intérêt à se montrer Solidaires pour gagner une réelle dignité pour tous. »*

Cette France qui parle, c'est la France d'en bas. C'est vous, c'est nous.

Vous, les **associations** qui rencontrez de plus en plus de difficultés à pouvoir assurer le bon fonctionnement des établissements médico-sociaux, pour accueillir en toute dignité des personnes âgées, des personnes handicapées, des enfants à protéger.

Vous, les **entrepreneurs**, quand vous voyez la difficulté à assurer la survie des entreprises qui dépendent pour partie de la commande publique assurée par les collectivités locales. **Les entreprises comme le Service public cherchent à recruter** pour garantir la pérennité de nos activités qui servent un même territoire, une même population. Notre projet, notre lutte doivent donc être partagés !

Vous, les **sapeurs-pompiers** qui devez continuer à disposer des moyens nécessaires pour garantir un service public d'incendie et de secours efficace et réactif pour sauver des biens et des vies.

Vous, les **agriculteurs**, qui manquez de bras, qui ne demandez qu'à vivre décemment d'une activité si essentielle pour le quotidien de chacune et chacun, en refusant à juste titre que l'on importe de très loin des aliments qui ne correspondent pas aux normes de qualité que nous portons ensemble.

Vous, les **clubs sportifs**, les **associations culturelles**, les **centres sociaux**, les **missions locales**, les **épiceries sociales et solidaires**, les associations qui luttent pour les droits humains ou contre les violences faites aux femmes, et qui voyez nos soutiens se réduire comme peau de chagrin.

Vous, les **maires** et les **présidents d'intercommunalités**, qui voulez servir au mieux les habitants que vous représentez, toujours à portée d'engueulade, voire même parfois, hélas, de coups. Vous qui vous investissez sans compter vos heures, votre énergie, mais dont la capacité à agir s'est considérablement réduite et pour lesquels les aides d'une collectivité comme le département sont absolument essentielles.

Vous, nos **agents départementaux**, qui portez l'exigence d'un service public de qualité, mais qui se demandent comment assurer demain la continuité du Service public avec des moyens réduits. Comme tous les départements de France aujourd'hui, nous sommes **drastiquement privés de la capacité à agir**. C'est inacceptable quand nous avons par ailleurs la force de nos convictions et de notre engagement pour l'intérêt général !

Plus aucune recette fiscale directe sur lequel nous pouvons agir, des frais de notaires qui ont fondu comme neige au soleil tout autant que la TVA que l'on nous promettait dynamique pour compenser les impôts que nous n'avons plus, des charges qui ne cessent d'augmenter en raison de l'inflation, de la croissance démographique de la Gironde, du vieillissement de la population, les situations de handicap toujours plus nombreuses tout autant que les enfants à protéger, et même des mesures décidées unilatéralement par l'État et que l'on nous impose sans nous donner la moindre recette pour les financer.

Aujourd'hui, l'équation subie qui nous est imposée est terriblement simple et dramatiquement douloureuse.

Parce que c'est vous, c'est nous, qui tenons à la force de nos engagements la maille fine du lien social, la cohésion au cœur des villes et des campagnes, le collectif qui empêche l'isolement.

C'est vous, c'est nous, qui sommes face aux difficultés du quotidien !

Faut-il supprimer toute politique dite volontariste pour ne plus gérer que des dépenses obligatoires, nous transformant en agence de l'État ayant pour seule vocation d'être un « guichet » de prestations ?

Faut-il abandonner la diffusion culturelle ou ne plus soutenir le sport dans les territoires ?

Faut-il sacrifier les associations qui accueillent des femmes victimes de violences ou les banques alimentaires qui permettent aux plus précaires de pouvoir se nourrir ?

Faut-il choisir parmi les publics que nous accompagnons, mieux aider les personnes âgées que les personnes handicapées, moins protéger les enfants pour assurer l'insertion de ceux qui sont sans emploi ?

Faut-il retarder l'entretien de nos routes ou moins assurer la maintenance de nos collèges ?

Faut-il réduire les analyses de notre Laboratoire Départemental qui préviennent les épidémies frappant le bétail ou faire payer plus cher la restauration scolaire des collégiennes et des collégiens ?

Et jusqu'à quand pourrons-nous continuer à aider les communes pour qu'elles puissent investir dans la vie locale ?

Nous, citoyens et élus, n'en pouvons plus de ces choix subis, qu'il faut assumer à contrecœur !

On nous répète que la situation que nous vivons au niveau national est inédit. Sur le plan local, elle l'est tout autant.

Derrière le déficit budgétaire se cache l'effondrement social, économique, écologique et démocratique du pays.

Voilà la réalité de ce que nous vivons ensemble !

De telles situations de crise génèrent toujours le scénario du pire. **Heidegger** n'écrivait-il pas que : « *L'histoire est une projection dans le passé de l'avenir que s'est choisi l'Homme* » ?

Si beaucoup comparent la période que nous vivons à celle des années 1930, nous pourrions en déduire que le pire est devant nous.

C'est pour éviter cela que nous sommes ensemble aujourd'hui !

Cette France d'ici d'en bas, ce collectif que nous constituons, ne peuvent pas se permettre de se fracturer. Le pire justement serait que nous donnions raisons aux divisions du monde d'aujourd'hui.

Dans la dureté du moment que nous partageons toutes et tous, **ne cédon pas à la prise en tenaille qui voudrait nous opposer !**

Certes, **il est sans doute incontestable qu'un effort est nécessaire pour redonner à la France sa force et sa capacité à agir.** Pour autant, nous ne pouvons porter sur nos épaules la majeure partie de la responsabilité des évènements nationaux, qu'elle qu'en soit l'origine ou la continuité politique.

Le budget national doit être redressé et, bien sûr, les **collectivités prendront leur part comme tout le monde**, mais pas au prix de la dégradation de la vie locale !

Il faut préserver ce que nous apportons aux **adhérents** sportifs, au public de la culture, aux **femmes**, aux **hommes fragilisés** qui ont plus que jamais besoin de nous, aux **jeunesses** qui auxquelles nous devons l'espoir et un horizon d'avenir.

Si l'heure est grave, elle doit être aussi celle du sursaut, celle du rebond !

Cette mobilisation girondine, que d'autres départements portent aujourd'hui, ont déjà porté ou porteront demain, doit **faire entendre haut et fort notre parole collective.**

Si nous sommes dans un entre-deux gouvernemental et **si j'ai fait le choix de la maintenir, c'est parce qu'elle doit donner à voir aux médias locaux et nationaux l'image d'un peuple girondin uni pour continuer à agir dans l'intérêt de notre pays, de notre République, de notre nation solidaire !**

La solution n'est pas dans l'économie permanente au détriment de la qualité de ce que nous accomplissons, mais bien dans **la nécessité de redistribuer et partager notre richesse commune avec justice et justesse.**

Nous sommes ici pour construire cette possibilité !

Nous partageons la demande ferme **d'avoir des moyens solides, pérennes et évolutifs**, pour assurer la **vitalité locale**, **satisfaire les besoins quotidiens** de la population et pour **garantir l'accès comme l'effectivité des droits** qui sont les socles de la stabilité de nos communautés de vie en proximité.

En bref : **des moyens justes et une considération à la mesure du rôle que chacune et chacun d'entre nous accomplit au quotidien !**

Nous avons besoin de perspectives insufflées par **l'intelligence collective**, **l'énergie locale**, et garanties par la **solidarité nationale** pour maintenir notre action économique, publique et associative.

Elles sont essentielles pour que les Français et les Français aient **le sentiment d'avoir un avenir qui ne leur est pas confisqué et d'être dans un pays dans lequel il fait bon vivre.**

Ainsi, je vous invite à **signer le texte** appelant à considérer les acteurs de terrain que nous sommes et à garantir les moyens à la hauteur aux premières mailles de notre République et de la solidarité, ce bien commun indispensable à notre pays.

Nous nous en servons demain, quand les textes de lois de finances seront de nouveau proposés et examinés. Il nous faudra être prêts pour faire pencher la balance.

Il sera envoyé au Premier Ministre, bien sûr, pour tenter une fois encore de retrouver la confiance avec l'État, ainsi qu'aux Parlementaires et à tous ceux en responsabilité au national, afin de pouvoir effectuer un travail sur la durée.

Sans relâche, avec mes collègues, en Gironde comme au sein des instances nationales dans lesquelles je siège, je porterai cette lutte, cette voix des territoires !

Consolidons les liens qui nous unissent. D'ici d'en bas poursuivons cette mobilisation et formulons, **sans plus attendre, dès le début de l'année**, des propositions qui nous ressemblent et nous rassemblent.

Ce n'est pas caricatural d'exiger que les grandes fortunes de ce pays partagent et redistribuent la richesse qu'ils gagnent grâce aux territoires, **c'est une mesure de justice !**

Aujourd'hui, quand un grand groupe rachète un domaine viticole, il rachète des parts sociales, qui sont exonérées de frais de notaires. **Instaurons des droits de mutation sur ces transactions !**

Ce n'est qu'une proposition parmi d'autres. Tout le travail pour faire valoir notre cause commune et garantir l'écosystème locale qui est autour de nous reste à mener.

Faisons-le sans brader le Service public ni entamer le tissu local !

Profitons des moments partagés autour des vœux **en Janvier, partout en Gironde**, pour **formuler, ensemble, des vœux pour nos territoires**.

Lors de ces rendez-vous, commençons à créer un projet qui correspond à nos campagnes, nos quartiers, au cœur des bourgs comme aux centres-villes.

Le projet de **nos territoires en commun**, le projet de celles et ceux qui les font vivre, le projet qui peut résonner dans tous les départements de France, le projet qui témoigne que **notre solidarité fait notre force et notre fierté, et qu'elle est la preuve que le pouls de nos territoires bat toujours avec vigueur : nous en sommes la preuve aujourd'hui !**